

N°1264

du 10  
SEPTEMBRE  
2019



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Avec d'autres ressortissants africains, pour l'année 2019-2020

**30 Togolais se forment en Israël grâce au programme Agrostudies**

P.4 A la conquête du titre de Champion d'Afrique

**12 candidats, dont le Togo, dans les starting blocks cette semaine à Lomé**

P.3 Avec l'objectif de centraliser toutes les recettes et les dépenses

**32 comptes publics dans des banques commerciales clos au profit du compte unique du trésor**

## P.3 **A l'issue du recensement fiscal et foncier de 2018**

# Dans le Grand Lomé, 286.194 immeubles dénombrés (71,1% bâtis et 14,3% non bâtis)

*\* L'identification des immeubles et de leur propriétaire restent un défi énorme.*

P.6 Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

**Une évaluation du dispositif du Togo par le GIABA prévue en mars 2020**

P.6 Rapport de mise en œuvre des objectifs de développement durable (suite)

**ODD 7 en Afrique subsaharienne: 573 millions de personnes toujours dans le noir**



Une vue des maisons à Lomé

P.4 L'ONUDI au chevet du Togo dans un projet-phare à l'horizon 2022

**Améliorer la crédibilité et la compétitivité des entreprises agroalimentaires de l'ananas, l'anacarde et le karité**

P.4 Atelier de formation sur la Sécurité des pistes

**Seulement 33% des pays implémentent la sécurité des pistes**

*\* Consciente de la situation, le Togo quant à lui, à travers l'ANAC, a adopté depuis 2013, une décision portant établissement d'un programme de sécurité de piste.*

## AZIMUTS INFOS

## Aitken, un supercalculateur pour faire atterrir des humains sur la Lune

Cinquante ans après Apollo, la Nasa se prépare à retourner sur la Lune, soutenue par une informatique qui n'a plus rien à voir avec celle des missions Apollo. Aux ordinateurs et logiciels en service aujourd'hui, la Nasa adjoint des supercalculateurs, essentiels pour l'analyse des données, la modélisation et la simulation. Aitken, un supercalculateur, conçu par Hewlett-Packard Enterprise, aux performances de calculs impressionnantes et environnementales inédites, l'aidera à faire aussi bien que les missions Apollo qui sont toutes revenues saines et sauvées de leurs voyages lunaires.

Pour simuler ses missions humaines à destination de la Lune, la Nasa se dote d'un supercalculateur, appelé Aitken. Conçu par Hewlett Packard Enterprise (HPE), il est situé dans la nouvelle installation de calcul intensif modulaire de la Nasa, au cœur du centre de recherche Ames, basée à Mountain View, en Californie.

Aitken réalisera des modélisations et exécutera des simulations complexes pour les futures rentrées, descentes et atterrissages sur la Lune dans le cadre du programme Artemis. Dit autrement, ce supercalculateur simulerait ces futures missions en prenant en compte tous les éléments qui feront la mission et le maximum de paramètres susceptibles de perturber son bon déroulement. Pour rappel, Artemis est un programme de la Nasa insufflé par le président Trump. Il prévoit le retour des États-Unis sur la Lune, dès 2024, qui servira aussi de tremplin pour aller sur Mars à l'horizon 2033.

Concrètement, Aitken effectuera des simulations à 3,69 petaflops de performances théoriques pour permettre des atterrissages précis et sûrs sur la Lune. Ces simulations numériques attendues -- que Margaret Hamilton aurait appréciées, elle qui a aidé à développer les logiciels de la mission Apollo 11 et posé les bases de ce que sera l'informatique moderne -- serviront également à raccourcir les délais de développement des éléments de la mission Artemis, en réduisant la durée des étapes de recherche et développement, conception et tests par exemple. La Nasa et tous les industriels concernés par Artemis y trouveront des intérêts évidents.

## Un supercalculateur plus économe en énergie

Aitken, comme tous les autres supercalculateurs, a les inconvénients de ses avantages. S'il permet de traiter de très grands volumes de données et de réaliser des dizaines de millions de milliards d'opérations par seconde, il consomme aussi énormément d'électricité et dégage également énormément de chaleur. Mais, et c'est à souligner, Aitken utilise beaucoup moins d'électricité et d'eau que les modèles précédents car il a été conçu avec l'objectif d'être plus économe en énergie.

L'idée de Hewlett Packard Enterprise a été de baser Aitken sur le système HPE SGI 8600, une plate-forme de calcul hautes performances, qui inclut des capacités spéciales de refroidissement liquide. Il permet de combiner l'installation à des méthodes d'évaporation et de contrôle de la température de l'eau propre à la région de la baie de San Francisco, ce qui évite ainsi la nécessaire tour de refroidissement et des millions de litres d'eau pour le refroidir.

## Le coin des Geeks

Aitken, c'est :

- "des processeurs évolutifs Intel® Xeon® de deuxième génération ;
- "Mellanox InfiniBand, pour permettre une bande passante évolutive ;
- "des conteneurs SmartShelter de Schneider Electric, permettant une infrastructure informatique préfabriquée, facile à déployer, intégrée dans un module de données sécurisé, résistant aux intempéries et au feu, pour les applications spéciales ou distantes ;
- "1.150 nœuds, 46.080 cœurs et 221 To de mémoire ;
- "3,69 pétaflops en crête théorique ;
- "Power Usage Effectiveness (PUE) ou Efficacité énergétique de 1,03.

## Cinéma

## Quatre réalisateurs togolais raflent des prix à Clap Ivoire

Petits gourmands plaisantins. Des cinéastes togolais ont été primés lors de Clap Ivoire, le festival de courts métrages qui s'est achevé vendredi à Abidjan, le 6 septembre dernier. Avec son film "Le champ des oubliés", Roger Gbekou remporte trois prix, dont le Prix du meilleur son doté de 500.000 F CFA, le Prix du meilleur scénario de 1.000.000 F CFA et le Prix de la meilleure fiction, 3.000.000 F CFA.

Lawson Adjété fait main basse sur le Prix Uemoa du meilleur documentaire avec "L'or rouge de Noépe". Il gagne ainsi 3.000.000 F CFA.

Initié en 2004 par le ministère ivoirien de la Culture et de la Francophonie, dédié aux jeunes réalisateurs de la zone UEMOA/CEDEAO, Clap



Ivoire a permis à plusieurs jeunes de l'espace UEMOA de confirmer leur talent dans le domaine cinématographique.

Les Togolais sont des habitués de ce festival de film court. En 2018, Anita Afatchao a remporté le Grand Prix "KODJO EBOUCLÉ" avec son film do-

culaire "L'OR... DURE".

## Le Palmarès

**Prix du public :** Condition de Coulibaly Pierre (Côte d'Ivoire)

**Meilleur son :** Le champ des oubliés de Komi Roger Gbekou (Togo). **Meilleur interprétation masculine :** Condition de Coulibaly

Pierre (Côte d'Ivoire)

**Meilleure interprétation féminine :** Kuma de Hawa Aliou N'Diaye (Mali)

**Meilleure photographie :** Kuma de Hawa Aliou (Mali)

**Meilleur scénario :** Le champ des oubliés Komi Roger (Togo)

**Prix de l'intégration africaine :** Naténi, mon identité de Zannou Roberte (Bénin)

**Meilleur documentaire :** L'or rouge de Noepe de Wilson Mawugnigan (Togo)

**Meilleure fiction :** Le champ des oubliés de Komi Roger Gbekou (Togo)

**Grand Prix Uemoa Kodjo Ebouclé :** Kuma de Hawa Aliou N'Diaye (Mali)

## Musique

## L'Ivoirien DJ Kerozen en concert à Lomé ce 15 septembre

\*L'artiste ivoirien de la chanson Kerozen DJ donnera un concert dimanche 15 septembre à la plage de Lomé lors du dernier jour de 'TogoCel Plage', une animation organisée par l'opérateur public. Kerozen DJ de son vrai nom YOBO Constant Joël, est un chanteur et auteur-compositeur-interprète ivoirien né à Siporex dans la plus grande commune d'Abidjan Yopougon (Côte

d'Ivoire). Il est ex-membre du groupe Boulevard DJ où il a commencé dans le monde du show-biz. Kerozen DJ choisit comme style musical le coupé-décalé mais très particulier car il véhicule un message très clair contrairement au coupé-décalé des autres DJs.

D'autres vedettes se produiront parmi lesquels Étane et Black-T.



## Cinéma

## Eddie Murphy de retour avec "Un prince à New-York 2" en 2020 !

Le film culte Un prince à New-York va revenir avec un deuxième volet en 2020 toujours avec l'incontournable mais inégalable, Eddie Murphy. Ce sera une production de Paramount Pictures Corporation, l'un des majors du cinéma américain. Son Altesse Royale, le Prince Akeem de Zaminda, vient d'atteindre sa majorité. Depuis son plus jeune âge, des servantes toutes dévouées ont toujours satisfait le moindre de ses désirs. Même les



plus intimes. Aujourd'hui, Akeem veut prendre femme. Pour épanouir à la fois sa personnalité et sa sexualité. Le voyage initiatique commence dans l'endroit le plus approprié à la découverte d'une future reine : le quartier du Queens à New York. Après Le flic de Beverly Hills, Un prince à New York a rendu célèbre Eddie Murphy. Prévue initialement pour le 7 août 2020, la date de sortie est rallongée au 18 décembre de l'année prochaine.

## Harcèlement sexuel

## Le chanteur français Patrick Bruel visé par une enquête préliminaire

Les faits se seraient produits le 9 août au moment où Patrick Bruel se produisait en concert à Ajaccio et séjournait à l'hôtel Radisson Blu de Porticcio. Le chanteur est visé par une enquête préliminaire pour "exhibition sexuelle" et "harcèlement sexuel" après des accusations d'une employée d'un hôtel en Corse qu'il conteste, a précisé le procureur Eric Bouillard, confirmant une information du Parisien. La jeune

masseuse de 21 ans n'a pas souhaité déposer plainte mais a simplement "signalé des faits et un comportement déplacé" du chanteur.

Patrick Bruel aurait rencontré la jeune femme sur son lieu de travail quelques heures avant son concert, et son entourage aurait commandé une prestation de massage auprès de l'hôtel. "La jeune masseuse rapporte que lorsqu'elle arrive dans la loge de

Patrick Bruel, la porte est fermée à clef et la lumière tamisée. Alors qu'elle commence le massage, le chanteur refuse par ailleurs de suivre le protocole dans ce domaine, notamment de mettre des vêtements, et va donc rester nu", raconte Eric Bouillard. Le chanteur, selon le procureur reconnaît ces faits, "en précisant toutefois que lorsqu'il se met sur le dos il se couvre d'une serviette".

"La jeune femme indique éga-

lement que M. Bruel va avoir des demandes de massages très particuliers dans certaines zones. Là, le chanteur nie les faits rapportés par la jeune femme", détaille le procureur de la République d'Ajaccio.

Patrick Bruel a été entendu dimanche soir à Châlons-en-Champagne. En Corse, les auditions devraient également se poursuivre dans les prochains jours.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction Jean AFOLABI

Rédaction Sylvestre D. Hervé AGBODAN Maurille AFERI Pater LATE Kossiwa TCHAMDJA Koffi SOUZA Alan LAWSON Abel DJOBO Tony FEDA

Service photographie Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature LAWSON Laté

Graphisme Guillaume BOGLA

A l'issue du recensement fiscal et foncier de 2018

## Dans le Grand Lomé, 286.194 immeubles dénombrés (71,1% bâtis et 14,3% non bâtis)

\* L'identification des immeubles et de leur propriétaire restent un défi énorme.

Late Pater

En collaboration avec la Mairie de Lomé, dans le cadre des actions d'élargissement de l'assiette fiscale, l'Office togolais des recettes (OTR) avait réalisé un recensement fiscal et foncier dans le Grand Lomé, sur la base de la cartographie parcellaire réalisée en 2013 par les services techniques de la Mairie de Lomé. L'opération a bénéficié des appuis de la Banque mondiale et l'Agence française de développement, à travers respectivement le Projet d'appui à la gouvernance économique (PAGE) et le Projet environnement urbain à Lomé (PEUL). L'objectif principal de ce recensement est d'identifier et collecter des données sur les entreprises tant du secteur formel qu'informel et sur les immeubles bâtis et non bâtis se trouvant dans l'agglomération de Lomé. Ou encore, disposer d'une base de données fiables sur les entreprises et les propriétés foncières. La phase de collecte de cette opération de recensement a duré cinq mois, allant de fin mai à début novembre 2018. Elle a été faite au moyen des tablettes permettant ainsi de géo-localiser systématiquement toutes les unités économiques et propriétés foncières.

Au-delà des 97 907 unités économiques, pour le volet fiscal, l'opération de recensement foncier a permis de dénombrer **286 194 immeubles** dans le Grand Lomé dont **71,1%** bâtis, **14,3%** non bâtis et le reste constitué d'immeubles en construction, de baraques, de cimetières et autres lieux publics. Les territoires de la division d'Agoè (**30,70%**) et de la division d'Adidogomé (**30,60%**) concentrent à eux seuls plus de 60% des immeubles recensés. Ils sont suivis du secteur de la division du Sud-est qui compte 63 669 immeubles, soit un taux de **22,2%**. Pour le reste des secteurs, on enregistre **7,1%** des immeubles recensés au Nord-ouest, **6,5%** au Nord-est et **2,9%** au Sud-ouest. En ce qui concerne l'usage, les immeubles recensés dans le Grand Lomé sont principalement affectés à des fins d'habitation (**68,6%**), puis à des fins professionnelles (**29,6%**). «L'identification des immeubles et de leur propriétaire restent un défi énorme», souligne le rapport du recensement. Seulement **7,1%** des immeubles recensés ont leurs titres fonciers établis et **0,3%** appartiennent à des personnes ayant un numéro d'identification fiscale. L'après-recensement devra être principalement suivi par la mise en place d'un registre foncier urbain qui va évoluer vers un cadastre numérisé qui peut être exploité par tous les acteurs impliqués dans la gestion foncière comme l'urba-

nisme, l'agro-foncier et l'OTR.

Les hypothèses qui sous-tendent les 2,2% supplémentaires dans les prévisions des recettes publiques, exercice budgétaire 2019, sont, entre autres, la finalisation de ce recensement fiscal et foncier qui doit permettre, par exemple, de «procéder aux impositions des revenus fonciers, des propriétés bâties et non bâties», dit-on.

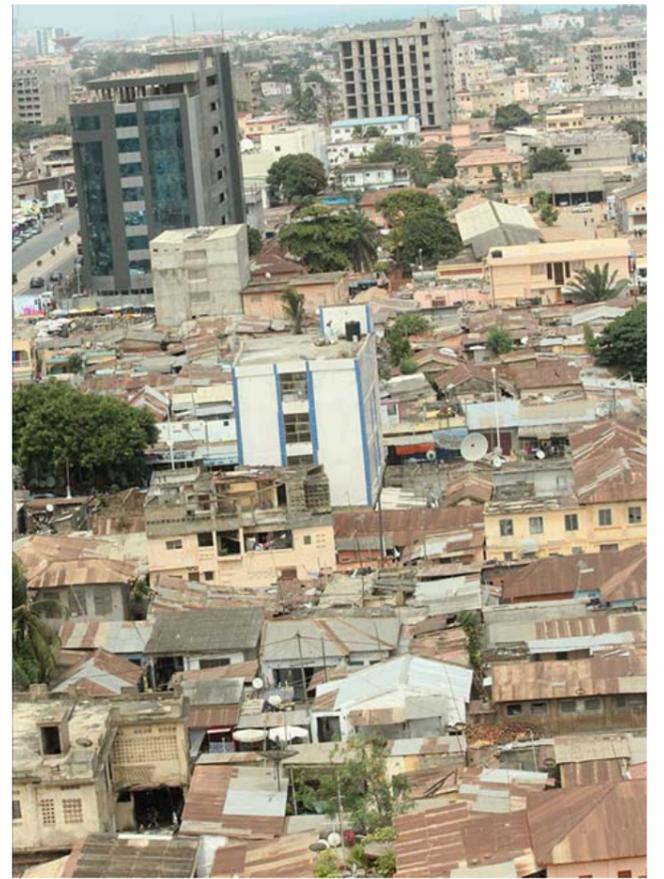
A noter que le nouveau Code général des impôts a consacré un chapitre à la taxe foncière due sur les propriétés bâties et non bâties. Les propriétés bâties sont imposées à raison de la valeur locative cadastrale de ces propriétés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'imposition, sous déduction de 50% de cette valeur en considération des frais de gestion, d'assurance, d'amortissement, d'entretien, de réparations et de frais divers. La valeur locative des terrains à usage industriel et commercial est déterminée à raison de l'usage auquel ils sont affectés, y compris la valeur locative du sol. De leur côté, les propriétés non bâties sont imposées à raison de leur valeur vénale au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, résultant des actes translatifs récents de propriété concernant les terrains imposables ou les terrains voisins, ou à défaut d'actes translatifs ou si ces actes sont trop anciens pour s'y référer utilement, d'une estimation directe. Le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties est fixé à 15% du revenu net cadastral (avec une taxation différenciée entre les immeubles à usage professionnel et les immeubles à usage d'habitation) alors que le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties est à 2% de la valeur vénale. Le produit de ces taxes est rattaché au tiers pour le budget de l'Etat, à moitié pour les communes et préfectures du lieu de la situation des biens imposables, et au 1/6 pour l'OTR pour couvrir les frais des opérations d'assiette et de recouvrement au profit des collectivités locales.

Depuis le premier trimestre 2019, le Commissariat des impôts a brandi la taxation d'office vis-à-vis des propriétaires fonciers. «Nous vous prions de bien vouloir souscrire vos déclarations de revenus fonciers au titre de l'année 2018 au plus tard le 31 mars 2019 ainsi que les renseignements suivants : les adresses complètes de vos immeubles, la liste exhaustive de vos locataires, le montant des loyers, les contrats de location. Passé ce délai, la procédure de taxation d'office sera enclenchée en vue de votre imposition selon les dispositions des articles 242 et suivants du Livre des procédures», avait écrit le chef de la Division des impôts

d'Adidogomé, dans une note de rappel aux propriétaires fonciers. Et dans une autre note relative aux formalités de déclaration et de paiement de la taxe d'habitation par le personnel de l'Office togolais des recettes, le Commissaire général de l'OTR écrivait : «le Code général des impôts fait obligation à toute personne, physique ayant sa résidence habituelle au Togo de payer la taxe d'habitation. Cette taxe est due par tout ménage ayant en République togolaise la disposition ou la jouissance d'une habitation (tout local occupé à des fins personnelles ou familiales, soit à titre de résidence principale, soit à titre de résidence secondaire, y compris les dépendances de toute nature non affectées à un usage exclusivement professionnel). Conformément à ces dispositions et afin de servir d'exemple aux redevables, le Commissaire général invite tout agent de l'OTR à s'acquitter du paiement de sa taxe d'habitation. Pour ce faire, des fiches de déclarations doivent être dûment remplies et déposées au plus tard le 16 août 2019. Un chronogramme d'initiation au recensement des fiches sera com-

munié ultérieurement. Le Commissaire général attache du prix au respect scrupuleux de la présente et compte sur le civisme fiscal de tous». La taxe est liquidée forfaitairement selon le type d'habitation : 4.000 francs Cfa par ménage pour une concession ; 2.000 francs Cfa pour un appartement à une pièce (studio) ; 6.000 francs Cfa pour un appartement à deux pièces ; 9.000 francs Cfa pour un appartement à trois pièces et plus ; 30.000 francs Cfa pour une villa ou concession individuelle ; 40.000 francs Cfa pour un étage à un niveau ; 75.000 francs Cfa pour un étage à deux niveaux ; 100.000 francs Cfa pour un étage à plus de deux niveaux et un étage sur superficie supérieure à 600 mètres carrés. Par ailleurs, l'une des réformes réalisées au premier semestre 2019 est l'adoption du décret portant création et fonctionnement du Guichet foncier unique (GFU) dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires.

Le gouvernement entend récolter 15 milliards de francs Cfa en 2019 comme taxe foncière (recouvrements à partir du recensement cadastral achevé). Ceci équivaut



Une vue des maisons et immeubles à Lomé

à 0,5% du produit intérieur brut. La mise en œuvre de la mesure de la taxe foncière est facilitée par le transfert de la Direction du cadas-

tre, de la conservation foncière et de l'enregistrement à l'Office togolais des recettes depuis 2018.

Avec l'objectif de centraliser toutes les recettes et les dépenses

## 32 comptes publics dans des banques commerciales clos au profit du compte unique du trésor

Le renforcement des capacités de gestion des finances publiques est axé sur la gestion de trésorerie, l'efficacité de l'investissement public, la communication budgétaire et la mise en œuvre d'un budget-programme. Dans le premier cas, selon un récent rapport du Fonds monétaire international (FMI), daté de juillet 2019 et consulté par L'UNION, les autorités togolaises continuent de renforcer la mise en œuvre du plan de trésorerie et le contrôle des autorisations d'engagements. Dans cette dynamique, 32 comptes d'entités de l'administration centrale auprès de banques commerciales ont été clos et les soldes ont été virés au compte unique du trésor (CUT), avec pour objectif, à moyen terme, de centraliser toutes les recettes et les dépenses dans ce compte et de commencer à mettre en place des instruments de gestion de trésorerie.

En octobre 2018, à la fin de la 3<sup>ème</sup> revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), il était déjà dit que les autorités ont pris des mesures pour renforcer le compte unique du trésor dans le but d'améliorer la gestion de la trésorerie et de réduire les coûts de financement. Puis, début avril 2019, l'opérationnalisation du compte unique du trésor a été brandie

parmi les réformes économiques réalisées pour le compte de l'année 2018, au moment de la revue du plan d'actions de la réforme de la gestion des finances publiques (PA-RGFP).

C'est dans le cadre des consultations de 2015 au titre de l'article IV avec le Togo que les administrateurs du Fonds monétaire international avaient appelé à achever les principales réformes budgétaires dont l'établissement d'un compte unique du trésor. Le rapport du FMI de novembre 2015 précisait : «les priorités concernant le compte unique du trésor sont d'intégrer les services de l'administration centrale dans le CUT et de finaliser au niveau de la BCEAO ; d'analyser les bilans des autres entités qui doivent intégrer le CUT et de trouver des solutions pour celles dont le déficit sera constaté ; et de signer et appliquer immédiatement les accords de caisse du CUT entre le Trésor et les banques dépositaires identifiées». Et l'effectivité du compte unique du trésor devrait passer par le sort des comptes publics ouverts ici et là dans les banques commerciales, présentant des soldes débiteurs et sur lesquels d'importants agios sont facturés. Dans la foulée, le processus de fermeture des comptes dormants a été relancé en 2015.



Le siège du Trésor Public du Togo

Par exemple, le ministre de l'économie et des finances avait adressé une correspondance à la banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) pour demander la fermeture des comptes ouverts dans ses livres et dont les soldes sont constamment débiteurs. Une autre correspondance était adressée au ministre des enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle pour la fermeture des comptes ouverts au profit de ce ministère dans les livres des comptes des chèques postaux (CCP).

Courant 2010, il avait été révélé que 1.117 comptes publics ont été fermés dans des banques commerciales, sur un total de 1.259 comptes recensés. C'était la réponse à l'engagement du contrôle du trésor sur les comptes de l'administration publique centrale par la réduction au moins de la moitié du nombre de ces comptes. En plus, un arrêté ministériel avait été

pris le 21 mai 2010, fixant les conditions d'ouverture de comptes par les administrations publiques dans les banques commerciales. Un courrier avait été aussi adressé par les mêmes soins aux banques commerciales de la place pour produire désormais la situation sur les comptes des entités publiques deux fois par mois.

Fondé sur les principes de l'unité de trésorerie et de la fongibilité des liquidités de l'Etat, le système de compte unique du trésor est un instrument stratégique de consolidation et de gestion performante de la trésorerie de l'Etat. Il doit être en mesure de réduire les coûts d'emprunt, d'assurer un contrôle effectif de l'ensemble des disponibilités du trésor et de limiter les délais de mobilisation des recettes publiques. Un compte centralisateur et des sous-comptes forment le système de compte unique du trésor.

Atelier de formation sur la Sécurité des pistes

## Seulement 33% des pays implémentent la sécurité des pistes

\* Consciente de la situation, le Togo quant à lui, à travers l'ANAC, a adopté depuis 2013, une décision portant établissement d'un programme de sécurité de piste.

Malgré les progrès significatifs enregistrés ces dernières années, à travers la baisse continue et constante des accidents et incidents d'aviation, la sécurité des pistes demeure une des préoccupations majeures de l'industrie de l'aviation civile. En effet, selon l'OACI, les accidents liés à la sécurité des pistes ont représenté dans le monde environ 59% des accidents des vols commerciaux réguliers des aéronefs de plus 5,7 tonnes entre 2014 et 2018. Les incursions inopinées d'un animal, d'une personne, d'un véhicule ou tout autre corps étrangers sur les pistes d'atterrissage des aéroports du monde sont évaluées à 30% dans la survenue des accidents.

Eric J.

Déjà en 2003, la conférence de Montréal a indiqué que les Etats doivent prendre des mesures appropriées pour améliorer la sécurité des pistes à travers la mise en place des programmes nationaux de sécurité de piste et cela doit être complété sur chaque aéroport par l'établissement d'équipe locale de sécurité de piste, le Runway safety team (RST). L'objectif recherché est d'identifier les risques liés aux incursions des pistes sur les aéroports afin de les atténuer et les réduire à un niveau de sécurité acceptable pour les opérateurs aéroportuaires.

L'amélioration de la sécurité des pistes fait aussi partie des objectifs cibles de sécurité de l'aviation adoptés par les ministres africains à la conférence d'Abuja. Ainsi, afin d'améliorer la sécurité des pistes, l'OACI a multiplié plusieurs initiatives au rang desquels le programme mondial de sécurité de piste dont les bénéficiaires ont été reconnus par le symposium de Lima de Novembre 2017 et aussi

l'élaboration d'une méthodologie harmonisée à l'échelle mondiale pour l'évaluation et le report de l'état de surface des pistes.

Pour assister les Etats africains dans leurs efforts de mise en œuvre de programme de sécurité des pistes, il a été établi dans le cadre du groupe régional pour la sécurité pour l'aviation en Afrique et dans l'Océan indien, deux équipes (Go Team) qui ont pour mission d'aider à la mise en place, la formation et le suivi des activités de sécurité et de pistes. Plusieurs Etats ont ainsi depuis 2014 eu recours au "Go Team" pour l'établissement de leurs équipes de sécurité des pistes sur les aéroports internationaux.

A en croire l'OACI, à ce jour, 30 aéroports ont établi une équipe de sécurité opérationnelle sur 144 dans le plan régional de la sécurité. « Je félicite les Etats qui l'ont déjà fait (dont le Togo, ndr) et encourage les autres à se conformer aux objectifs cibles d'Abuja qui fixe 2020 comme date limite pour le faire » a-t-il dit un représentant de l'OACI.

Consciente de la situation, le Togo quant à lui, à travers l'ANAC, a adopté depuis 2013, une décision portant établissement d'un programme de sécurité de piste. En application à cette décision, la SALT a mis en place une équipe locale de sécurité dont le programme d'activité a été approuvé par l'ANAC en 2017.

Il faut dire que l'efficacité des équipes de sécurité des pistes a été reconnue par le symposium de Lima qui a recommandé la poursuite de leur opérationnalisation, recommandation qui a été reprise par une conclusion de la réunion du groupe régional Afrique-océan indien de planification et de mise en œuvre qui s'est tenue à Accra le mois passé.

Pour le ministre des transports et des infrastructures, le Togo, à travers l'ANAC, a un programme de sécurité de piste, programme à travers lequel la SALT a mis en place sur l'aéroport international de Lomé, une équipe de sécurité de piste opérationnelle.

Dans le souci de renforcer ces mesures, le chef de l'Etat du Togo,

Faure Gnassingbé, a mis en place un vaste programme de réaménagement des infrastructures aéroportuaires avec la construction de nouvelles aérogares dotées de nouvelles infrastructures d'équipements de sûreté de dernières générations afin de répondre aux défis de l'heure. « Ce projet a aussi prévu des systèmes hydrants dont la première phase est terminée et la deuxième en cours de réalisation pour permettre, non seulement le ravitaillement rapide des avions en carburant mais aussi d'éviter les

incursions des pistes provoquées par une présence élevée de mouvement de véhicules sur l'air de mouvement » a dit le ministre.

Il est à souligner que la Fédérale Aviation Administration (FAA) des USA, en collaboration avec l'OACI, dans son initiative "No Country left behind" a décidé d'accompagner les pays africains à travers des ateliers de formation sur la sécurité des pistes dont Lomé, la capitale togolaise, s'honore d'en accueillir une session cette semaine. C'est une occasion offerte aux participants d'acquérir des éléments

d'orientation supplémentaire, de discuter des préoccupations et réalités de leurs aéroports et aéroports, afin de tirer profit, non seulement des bonnes pratiques issues des échanges mais aussi des expériences des experts venus de loin pour aider les pays africains. « Le présent atelier est donc un atout particulier pour le personnel technique impliqué dans les activités de sécurité des pistes » a dit Lama Gnata, directeur général de l'ANAC-TOGO.

Avec d'autres ressortissants africains, pour l'année 2019-2020

## 30 Togolais se forment en Israël grâce au programme Agrostudies

Jean AFOLABI

Un communiqué de l'ambassade d'Israël en Côte d'Ivoire renseigne que 20 Béninois, 30 Togolais et une partie des 40 Ivoiriens bénéficiaires ont rejoint Israël dans le cadre du programme de formation en agriculture dénommé Agrostudies. Et ce, pour le compte de l'année 2019-2020. Au titre de l'année 2018-2019, ce sont plus de 1.600 étudiants en agriculture de 30 pays dont la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Togo et le Bénin qui viennent d'achever une année de stage en Israël. Au nom des bonnes relations entre Jérusalem et Lomé, l'Etat hébreu a doublé les postes des bourses pour les Togolais, les faisant passer de 15 à 30. Récemment, le Togo a été le seul pays africain à soutenir les Etats-Unis dans la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Le 2 septembre 2019, une cérémonie liée à ce programme a eu lieu au centre de conférence

international de Jérusalem, en présence, par exemple, du ministre israélien de l'agriculture, Uri Ariel, du chef de l'Agence israélienne pour la coopération internationale pour le développement (Mashav), Gil Haskel, du chef de la division africaine du ministère des Affaires étrangères, Einat Shlein, du PDG de Agrostudies, Yaron Tamir, du ministre togolais délégué auprès du ministre de l'eau, de l'équipement rural et de l'hydraulique villageoise, Kanfitine Issa Tchede.

En onze mois, le programme offre la possibilité aux bénéficiaires de faire l'apprentissage des nouvelles pratiques agricoles dans une exploitation agricole moderne. Ces apprenants boursiers devraient être ainsi capables de monter et diriger leurs propres exploitations agricoles pour faire avancer leurs pays respectifs, et s'intégrer, du coup, dans le marché de l'emploi.

Pour le nouveau cycle qui vient de débuter, les inscriptions avaient pris fin le 16 mai dernier. Etaient

éligibles à cette bourse, les étudiants sortis de l'INFA de Tové et des autres centres de formation agricole et rurale. Ils sont détenteurs d'un brevet de technicien agricole ou d'un diplôme de technicien supérieur agricole. Puis, ils ont subi une phase d'entretien au ministère de l'agriculture, le 21 mai 2019.

En rappel, dans la foulée de l'extension de la coopération entre le Togo et l'Israël au secteur agricole, deux experts de l'agence Mashav ont formé, en 2018 à l'Institut togolais de recherches agronomiques (ITRA), des producteurs togolais. Il s'est agi de partager avec ces agriculteurs togolais, notamment les maraîchers, leur savoir-faire et expertise dans les nouvelles techniques destinées à améliorer les rendements et la qualité des cultures maraîchères. Les techniques de culture, de préparation du sol et les techniques de transformation et de conservation des produits agricoles avaient été également examinées.

## L'ONUDI au chevet du Togo dans un projet-phare à l'horizon 2022 Améliorer la crédibilité et la compétitivité des entreprises agroalimentaires de l'ananas, l'anacarde et le karité

L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) au Togo ambitionne, d'ici à 2022, de faire du Togo un pôle de compétitivité pour la transformation agricole et manufacturière ciblée sur la productivité pour atteindre la sécurité alimentaire, améliorer la balance commerciale et augmenter les recettes générées par l'exportation des produits agricoles et industriels togolais. Une première phase du projet démarre sous peu, avec pour mission de mieux définir ses contours, ses objectifs réalisables, ses indicateurs, les parties prenantes avec leurs rôles et responsabilités, les partenariats essentiels et les modalités de mise en œuvre. Cela s'entend : la collecte d'informations et l'analyse de données pour la préparation des missions de terrain et des ateliers de formations ; le soutien à la coordination et à l'exécution des missions de terrain et des ateliers de formation pour la phase de démarrage du projet ; le soutien à la programmation des phases de mise

en place du système de traçabilité, etc.

Pour ledit projet, le gouvernement retient les cibles suivantes : (i) une amélioration de la productivité agricole de l'ordre de 10% par an ; (ii) une amélioration de la balance commerciale agricole de -44 milliards FCFA en 2016 à -5,65 milliards FCFA à l'horizon 2022. Pour ce faire, et pour répondre aux exigences réglementaires de plusieurs systèmes de certification, liés aux conditions de production de produits, l'organisme onusien estime que la mise en place de systèmes de traçabilité s'avère indispensable. Cette initiative se concentrera sur trois (3) chaînes de valeurs (ananas, anacarde, karité) jugées comme structurantes et qui disposent d'un avantage comparatif pour le pays (à l'export). Elle est conçue pour agir en tant que projet pilote avec pour but d'autonomiser les structures nationales afin qu'elles soient en mesure de dupliquer des systèmes de traçabilité dans d'autres chaînes de valeurs au Togo.

Le principal objet du projet est

d'améliorer la crédibilité et la compétitivité des entreprises agroalimentaires togolaises à travers la mise en place des systèmes de traçabilité des produits alimentaires et agricoles et spécifiquement pour l'ananas, l'anacarde et le karité. Il contribuera notamment à la mise en œuvre de l'Axe 2 du Plan national de développement (PND) 2018-2022, plus précisément, comme effets attendus : des chaînes de valeur des filières porteuses sont développées, des agropoles et des pôles de compétitivité pour la transformation agricole sont mis en place et des emplois agricoles sont massivement créés ; l'industrie togolaise est développée, respectueuse de l'environnement, intégrée au reste de l'économie et créatrice d'emplois.

Ce projet sera mis en œuvre en collaboration avec la Haute autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQE) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

## «Génies en Herbe OHADA»/A la conquête du titre de Champion d'Afrique 12 candidats, dont le Togo, dans les starting blocks cette semaine à Lomé

Ils seront 12 dans les starting blocks à cette 11ème édition du Concours International «Génies en Herbe OHADA», à la conquête du Titre de Champion d'Afrique. Venus du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo (Brazzaville), des Comores, de Côte d'Ivoire, du Gabon, de Guinée, du Mali, du Niger, du Tchad et du Togo, ces conquérants se disputeront le Prix de la Meilleure équipe du lundi 9 au samedi 14 septembre 2019 à Lomé, au Togo. Qui succèdera donc à la Côte d'Ivoire lors de cette 11e édition du Concours International

«Génies en herbe OHADA» ? Voilà l'équation à plusieurs inconnues dont le résultat sera su au crépuscule du samedi 14 septembre prochain.

«Ce concours qui œuvre à la promotion et à la vulgarisation du droit des affaires OHADA est plus que jamais devenu le grand rendez-vous de l'excellence académique en la matière», souligne un communiqué du Comité international Génies en Herbe OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires). Pendant une semaine, les étudiants venus de divers pays

d'Afrique auront à faire montre de leur culture générale et de leur talent oratoire dans le cadre d'un procès simulé devant la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage fictivement composée. Ils seront évalués par des professionnels rompus à la tâche qui auront pour mission de les départager.

S'entremêle à cette compétition de génies un colloque international sur le thème «Le Droit OHADA, levier d'investissement, vecteur de développement» à l'Université de Lomé le 13 septembre.

FOOTBALL/CM FIFA 2022 TOGO vs COMORES

## Claude Le Roy : " On doit attaquer ce match comme si on avait un score à remonter "

Tenu en échec par les Comores, vendredi, à Moroni lors de la manche aller du tour préliminaire de la Coupe du Monde de la FIFA, Qatar 2022, le Togo compte décrocher sa qualification à domicile ce mardi, en jouant sur ses points forts de la manche aller. Mais Claude Le Roy ne manque pas de se plaindre de la nouvelle pelouse du stade de Kégué.

Hervé A.

Pour espérer gagner, les Eperriers savent qu'il faut plus qu'ils ont produit comme jeu à Moroni. Si la première mi-temps a été à leur avantage, la seconde partie l'est moins avec une montée en puissance de l'attaque comorienne. " On doit attaquer ce match comme si on avait un score à remonter. On doit gagner cette rencontre, bien jouer et continuer dans ce qu'on a fait en première mi-temps lors du match aller. Nous devons jouer un football collectif, aéré, avec des mouvements ", a expliqué le sélectionneur Claude Le Roy à l'issue de la séance d'entraînement de lundi matin à Kégué. " Mais c'est dommage que la pelouse soit trop haute. C'est pas possible de couper plus, sinon vous aurez la terre. Si vous marchez sur le terrain, vous verrez à quel point le ballon est freiné. Or nous avons



besoin d'un jeu rapide et rythmé, mais ce terrain ne nous arrange pas une fois de plus ", a-t-il ajouté.

Le stade de Kégué qui vient d'être ouvert après près de deux ans de travaux, dispose d'une pelouse en gazon naturel toujours aux soins des jardiniers qui estiment qu'il faut

dra au moins six mois à cette pelouse pour être très praticable.

Mais le Togo ne disposant plus à ce jour de stade homologué par la CAF après le retrait en décembre 2018 de l'homologation provisoire délivrée au stade municipal de Lomé, la Fédération Togolaise

de Football a dû jouer des coudes pour obtenir une dérogation exceptionnelle auprès de la CAF lui permettant ses matches à domicile dans diverses compétitions auxquelles participent ses sélections nationales et clubs. La dérogation expire fin septembre.

CAMEROUN

## Eto'o, le Lion indomptable, range les griffes

38 ans, encore toutes ses dents, mais vous ne reverrez plus Samuel Eto'o sur un terrain de football. L'ancien pilier du FC Barcelone et surtout de la sélection camerounaise a annoncé dans la nuit de vendredi à samedi, sur les réseaux sociaux, qu'il prenait sa retraite pour de nouveaux défis.

" The end (la fin), vers un nouveau défi : c'est ainsi que l'attaquant star du Cameroun Samuel Eto'o, considéré comme un des plus grands joueurs africains de tous les temps, a annoncé sa retraite, à 38 ans. " Merci à tous, big love, adrénaline ", écrit-il également dans le message posté sur son compte Instagram dans la nuit de vendredi

à samedi. Quelques mots accompagnés d'une photo où l'on voit le buteur vêtu de noir dans l'obscurité, casquette sur la tête, et éclairé par un halo de lumière.

Samuel Eto'o Fils, son état-civil complet, a remporté les Jeux olympiques (2000) et deux Coupes d'Afrique des nations (2000, 2002) avec le Cameroun, compétition dont il est le meilleur buteur historique (18 réalisations). Il a disputé quatre Coupes du monde, de 1998 à 2014, et été élu quatre fois Joueur africain de l'année (record codétenu avec l'Ivoirien Yaya Touré).

A l'instar du mythique Roger Milla, c'est une idole absolue au Cameroun, où il a l'oreille du président Paul Biya. Longtemps capitaine des



Lions indomptables, le longiligne buteur (1,80 m) a souvent usé de son influence en équipe nationale et dans les instances pour faire passer ses options, mais il a aussi parfois eu maille à partir avec certains dirigeants ou sélectionneurs. Car il s'agit d'un homme charismatique,

sûr de lui, au franc-parler bien trempé. Début 2019, il lâchait par exemple : " Il ya beaucoup de corruption en Afrique. L'argent donné par la CAF et par la FIFA doit être dépensé pour les infrastructures et pour ceux qui font le spectacle ".

JEUX OLYMPIQUES DE TOKYO 2020

## Le Nigeria se qualifie en battant la Chine

Avec son troisième succès consécutif en Coupe du monde, le Nigeria termine meilleure équipe africaine de ce Mondial 2019 et se qualifie automatiquement pour les Jeux olympiques de Tokyo 2020.

Vainqueur de sa rencontre face à la Chine (86-73), le Nigeria a composé son ticket pour les Jeux Olympiques 2020 à Tokyo car la sélection nigérienne fait figure de première nation africaine lors de cette Coupe du Monde. La Chine, en revanche, a manqué sa qualification directe pour les JO l'été prochain pour le plus grand plaisir de l'Iran, deuxième du groupe N avec le même bilan comptable mais disposant d'un point

average favorable sur le pays hôte (pour l'attribution des places 9 à 16, aucun match de classement n'est joué).

Quatre des 24 sélections pour les JO 2020 de Tokyo sont donc connues puisqu'en plus du Nigeria et de l'Iran, l'Australie (meilleure équipe d'Océanie au Mondial) et le Japon (pays hôte) sont qualifiés.

Dominée dimanche par le Nigeria à Guangzhou (73-86) en match de classement de la Coupe du monde, la sélection du pays hôte a manqué le ticket direct de la région asiatique pour les JO de Tokyo. Elle termine en effet deuxième du groupe M, devancée par le Nigeria qui s'octroie de son côté la place réservée



à la meilleure sélection africaine.

Du coup, le billet asiatique revient à l'Iran, deuxième du groupe N avec le même bilan victoires-défaites que la Chine (2-3) mais qui la devance au point-à-point général (+7 contre -10) grâce à son net succès sur les Philippines (95-75). Le Nigeria,

lui, devance la Tunisie au même décompte (+54 contre -9).

Le Nigeria et l'Iran rejoignent le Japon, organisateur et l'Australie, meilleure équipe d'Océanie après sa qualification au deuxième tour du Mondial, au tournoi olympique de Tokyo 2020.

## L'ASCK remporte la super coupe du Togo

L'ASCK a remporté, dimanche, au grand stade de Kpalimé, la Super coupe du Togo saison 2019-2020 en s'imposant aux tirs au but 6 contre 5 devant Maranatha FC de Fiokpo, (0-0 dans le temps réglementaire).

La rencontre ne s'anime vraiment qu'après vingt minutes de jeu. En effet, l'ASCK s'est vite rendu compte que Maranatha FC lui imposait un faux rythme et a décidé d'accélérer. Dès lors, l'ASCK prend le contrôle de la partie, et fait circuler le ballon en cherchant à chaque fois l'avant-centre Nawata Christ en profondeur.

La première véritable occasion du match interviendra à la 25<sup>e</sup> minute. Nawata Christ dévie de la tête pour Agoro Ashraf, qui frappe hors du cadre. Le même Agoro Ashraf revient deux minutes plus tard en envoyant un missile sur Mensah Dawuld le portier de Maranatha FC qui capte le cuire en deux temps.

La seconde partie ne changera rien au marquoir, en dépit des occasions de but obtenues çà et là. Acheampong Alex et Yeboah Gustave ne réussiront pas à passer la défense des conducteurs de la Kozah. Finalement, l'ASCK maîtrisera mieux ses nerfs et sortira victorieuse de la séance des tirs au but, 6 tirs réussis contre 5 pour Maranatha FC de Fiokpo.

Le coach victorieux Kassim Guyazu se dit très heureux d'avoir gagné cet énième trophée. Mais il reconnaît que le match n'a pas du tout été facile pour ses poulains. 1 500 000 F CFA pour le vainqueur et 1 000 000 F CFA, pour le finaliste accompagné de quelques trophées ont été remis aux 22 acteurs.

## Corentin Tolisso veut tout arracher

Absent des terrains la saison passée à cause d'une rupture des ligaments croisés, Corentin Tolisso est plein de fougue pour cette année. Et visiblement il veut absolument tout remporter avec le Bayern Munich.

Corentin Tolisso a bien pu profiter des absences conjuguées N'Golo Kanté et de Paul Pogba pour s'offrir une place de titulaire aux côtés de Blaise Matuidi pour le match de l'équipe de France contre l'Albanie ce samedi soir au Stade de France (4-1). Une nouvelle saison et de nouveaux espoirs pour l'ancien milieu de terrain de l'Olympique Lyonnais. En tout cas, le Bavarois a de folles ambitions pour cette année et compte bien tout croquer.

" Dans tous les cas, le titre est possible. Nous avons une excellente équipe, également au milieu de terrain. Il ne devrait y avoir aucune blessure majeure. Et si nous sommes épargnés, nous pouvons avoir notre mot à dire dans les trois compétitions. Avec l'équipe, nous pouvons aller très loin en Ligue des Champions et je pense que le titre est réalisable. Chaque joueur rêve de la Coupe aux grandes oreilles. Le Bayern ne l'a pas remportée depuis 2013. Je pense qu'il est temps de la reprendre ", a-t-il indiqué au média allemand TZ.

## Le FC Barcelone prépare le retour de Messi

Orphelin de Lionel Messi depuis le début de la saison, le FC Barcelone a eu du mal avec une seule petite victoire, un nul et une défaite. Mais le retour du roi se prépare et cela va faire du bien aux Blaugranas.

Ce samedi, à 21h, le FC Barcelone recevra le Valencia CF au Camp Nou pour le compte de la 4<sup>e</sup> journée de Liga. Cette fois, les Blaugranas devraient pouvoir compter sur un nouvel élément offensif. Non, Neymar ne s'est pas téléporté, mais en revanche, Lionel Messi devrait lui être bel et bien là. L'international argentin s'était déjà blessé le 5 août dernier et surtout il avait subi une rechute le 28 août dernier, le privant donc de matches officiels avec le Barça.

Lors de la rencontre face à l'Athletic, Luis Suarez s'était aussi blessé, laissant place à une hécatombe qui fait penser à celle du Paris SG et laissant surtout la responsabilité de l'attaque catalane au seul Antoine Griezmann, débarqué seulement cet été dans la ville de la Sagrada Família. Mais contre Valencia, une équipe qui lui réussit plutôt bien, Messi devrait être de retour.

Alors qu'on évoque que la Pulga peut bénéficier d'une clause dans son contrat lui offrant la possibilité de quitter son club de toujours gratuitement en rompant son bail s'il évoluait hors d'Europe, cela rassurera tout le monde de le voir sur la pelouse. D'autant qu'hier nous apprenions que les dirigeants catalans allaient engager des discussions pour lui offrir un nouveau contrat à vie, comme en avaient bénéficié par le passé Iniesta et Xavi.

## Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

# Une évaluation du dispositif du Togo par le GIABA prévue en mars 2020

Jean AFOLABI

« Nous prendrons les mesures nécessaires pour renforcer le système de LBC/FT dans les secteurs bancaire et judiciaire. Sur la base des conclusions de l'évaluation nationale des risques, nous mettrons en œuvre un plan d'action visant à atténuer les risques identifiés et corriger les insuffisances constatées dans le dispositif national de LBC/FT. En matière judiciaire, nous accélérerons les procédures de liquidation en imposant le respect des délais réglementaires. Nous rendrons opérationnel le tribunal de commerce de Lomé qui s'occupe des litiges commerciaux. Nous assurerons la formation de magistrats spécialisés dans le domaine du droit bancaire pour leur permettre de juger avec objectivité et équité les contentieux entre les banques et leurs clients ». C'est l'engagement écrit des autorités togolaises dans un mémorandum de politiques économiques et financières, au lendemain de la 4<sup>ème</sup> mission de revue du FMI au Togo. Peu avant, le Togo a adopté une nouvelle loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) en 2018, qui transpose la loi uniforme LBC/FT de l'UEMOA dans le cadre juridique national.

Les autorités togolaises ont également entrepris une évaluation nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en utilisant la méthodologie de la Banque mondiale. Le

rapport devrait être publié en juin 2019. Et sur la base de l'évaluation des risques, un plan d'actions devra être mis en œuvre en vue d'atténuer les risques et les lacunes identifiés. « Nous continuerons à renforcer le cadre général de LBC/FT et à exercer une vigilance accrue à l'égard des transactions suspectes, ainsi qu'à mettre à jour le calendrier des inspections sur place des superviseurs de LBC/FT », avait-on promis. Ainsi, dans le sens du renforcement de la structure de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, une évaluation du dispositif de LBC/FT du Togo par le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (GIABA) est prévue en mars 2020. À cet égard, « les autorités sont encouragées à remédier aux lacunes techniques de la structure juridique et institutionnelle et à améliorer l'efficacité avec laquelle le régime de LBC/FT atténue les risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme et aux délits sous-jacents associés, notamment aux actes de corruption », indique le FMI.

Commis intentionnellement, plusieurs agissements renvoient au blanchiment de capitaux : la conversion ou le transfert de biens, par toute personne qui sait ou aurait dû savoir que ces biens proviennent d'un crime ou délit ou d'une participation à un crime ou délit, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens, ou d'aider toute personne impliquée

dans cette activité à échapper aux conséquences juridiques de ses actes ; la dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement de la disposition, du mouvement ou de la propriété réels de biens ou des droits y relatifs, par toute personne qui sait ou aurait dû savoir que ces biens proviennent d'un crime ou délit ou d'une participation à un crime ou délit ; la participation à un crime ou délit ; la participation à l'un de ces actes, le fait de s'associer pour le commettre, de tenter de le commettre, d'aider ou d'inciter quelqu'un à le commettre ou de le conseiller, à cet effet, ou de faciliter l'exécution d'un tel acte. Il y a blanchiment de capitaux, même si cet acte est commis par l'auteur de l'infraction ayant procuré les biens à blanchir. Il y a également blanchiment de capitaux, même si les activités qui sont à l'origine des biens à blanchir sont exercées sur le territoire d'un autre Etat membre ou celui d'un Etat tiers.

Au Togo, la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) est l'autorité administrative, placée sous la tutelle du ministre chargé des finances, qui a pour mission le traitement et la transmission d'informations en vue de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

## Rapport de mise en œuvre des objectifs de développement durable (suite)

# ODD 7 en Afrique subsaharienne : 573 millions de personnes toujours dans le noir

**ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable.** Des progrès ont été accomplis dans la réalisation de l'objectif 7, et des signes encourageants suggèrent que l'énergie est plus largement accessible et durable. L'accès à l'électricité dans les pays les plus pauvres est en augmentation, l'efficacité énergétique continue de s'améliorer, et l'énergie renouvelable réalise des progrès impressionnants dans le secteur de l'électricité. Cependant, des progrès soutenus sont nécessaires afin d'améliorer l'accès, pour 3 milliards de personnes, à des technologies et à des combustibles non polluants et sûrs pour cuisiner, d'accroître l'utilisation des énergies renouvelables au-delà du secteur de l'électricité et de développer l'électrification en Afrique subsaharienne.

Près de 9 personnes sur 10 ont maintenant accès à l'électricité, mais il faudra intensifier les efforts pour desservir celles qui en sont privées. La proportion de la population mondiale ayant accès à l'électricité a augmenté de 83% en 2010 à 87% en 2015, avec un accroissement à 89% en 2017, soit un gain annuel de 1 point de pourcentage durant les deux dernières années. Néanmoins, 840 millions de personnes n'avaient pas accès à ce service essentiel en 2017, notamment en Afrique subsaharienne. Dans cette région, seulement 44% de la population avaient accès à l'électricité, avec près de 573 millions de person-

nes qui n'en disposaient toujours pas.

Dans le monde, l'électrification des zones rurales a enregistré des progrès rapides entre 2015 et 2017, mais de fortes disparités subsistent. En 2017, le taux de couverture en milieu rural était de 78% contre 97% dans les zones urbaines. Cela signifie que 90% des personnes actuellement sans électricité vivent dans des zones rurales. Les futurs travaux d'électrification auront à surmonter des obstacles complexes pour desservir les populations sans électricité, dont des personnes déplacées ou vivant dans des communautés isolées et difficiles d'accès, et celles reliées à un réseau urbain fragile et surchargé.

Trois milliards de personnes ne disposent toujours pas de technologies et de combustibles non polluants pour cuisiner, ce qui nuit gravement à la santé humaine et à l'environnement. L'accès à des technologies et à des combustibles non polluants et sûrs pour cuisiner a augmenté au taux annuel de 0,5% depuis 2010, atteignant 61% de la population mondiale en 2017. Ce rythme est trop lent pour réaliser la cible des objectifs de développement durable, et près de 3 milliards de personnes sont tributaires de systèmes de cuisson inefficaces et très polluants, causant près de 4 millions de décès prématurés chaque année. Le manque de technologies et de combustibles non polluants est un des principaux facteurs qui contribuent à des problèmes de santé et de dégradation de l'environnement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

En Afrique subsaharienne, contrairement à d'autres régions, les progrès dans l'utilisation de combustibles moins polluants, tels que le gaz de pétrole liquéfié, le gaz naturel et l'électricité, et de cuisinières à bon rendement énergétique, n'ont pas suivi le rythme de la croissance démographique. S'attaquer au problème nécessitera une action concertée de la part des responsables politiques pour surmonter les obstacles majeurs que sont la disponibilité, le coût, la fiabilité, le financement limité et la sensibilisation des consommateurs.

Les progrès réalisés dans le secteur de l'électricité doivent s'étendre au transport et au chauffage afin d'atteindre la cible ambitieuse de l'énergie renouvelable. La part de l'énergie renouvelable dans la consommation totale d'énergie a atteint 17,5% en 2016, en hausse par rapport à 16,6% en 2010. En valeur absolue, la consommation d'énergie renouvelable a augmenté de 18% durant cette période. La part de l'énergie renouvelable moderne a augmenté à un rythme plus rapide, passant de 8,6% en 2010 à 10,2% en 2016. Cette catégorie exclut l'emploi de la biomasse tradition-

nelle, étant donné l'utilisation peu efficace de la biomasse solide telle que la combustion du bois, du charbon ou d'autres matières organiques.

L'essentiel de la croissance de l'énergie renouvelable s'est produit dans le secteur de l'électricité. Cela est dû principalement au développement rapide des énergies éolienne et solaire, suscité par l'aide accordée aux politiques durables et par la réduction des coûts. Cependant, l'électricité ne représente que 20% de la consommation énergétique finale. Les 80% restants concernent les secteurs du chauffage et du transport, où les énergies renouvelables modernes ont pénétré, en 2016, seulement 9% et 3,3%, respectivement, du marché mondial. Pour atteindre la cible ambitieuse des objectifs de développement durable, il faudra être plus attentif à élaborer des politiques en matière d'énergies renouvelables modernes dans chacun de ces secteurs clés.

L'efficacité énergétique continue de s'améliorer, mais des actions plus concertées sont requises pour atteindre la cible des ODD. L'intensité énergétique primaire, définie comme l'approvisionnement total en énergie par unité de produit intérieur brut, s'est améliorée de 2,5% en 2016, produisant un taux annuel d'amélioration de 2,3% entre 2010 et 2016. Cette progression est bien meilleure que celle observée entre 1990 et 2010, où les améliorations ont été en moyenne de 1,3%. Cependant, ce taux reste en dessous de la cible des ODD, soit au moins 2,7%. En outre, les dernières estimations pour 2017 et 2018 suggèrent un ralentissement de la progression.

Le financement international des énergies renouvelables dans les pays en développement est en forte hausse. De 2000 à 2009, les engagements financiers internationaux de sources officielles en faveur des énergies propres et renouvelables, dans les pays en développement, ont varié entre 1 et 4 milliards de dollars par an. Ils sont passés de 9,9 milliards de dollars en 2010 à 18,6 milliards de dollars en 2016, soit une multiplication par dix depuis le début des années 2000. Les flux financiers annuels ont fluctué grandement à cause de l'échelonnement dans le temps des investissements à grande échelle dans l'énergie hydroélectrique. Mais, dans l'ensemble, la proportion de l'énergie hydroélectrique dans le flux total a diminué de 60% en 2000-2009 à près de 40% en 2010-2016, tandis que la proportion des énergies éolienne, géothermique et surtout solaire a augmenté. La valeur moyenne des projets a aussi augmenté, passant d'une moyenne de 10 millions de dollars par projet en 2000-2009 à 19 millions de dollars en 2014-2016.

Sur le marché interbancaire de l'UMOA, d'une semaine à l'autre

## Des prêts à 57 milliards et des emprunts à 46 milliards la dernière semaine d'août au Togo

Jean AFOLABI

Les établissements de crédit du Togo ont enregistré, au cours de la période du 27 août au 02 septembre 2019, des prêts à hauteur de 57,200 milliards, et des emprunts à 46,200 milliards. Ceci participe des activités interbancaires de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) qui enregistrent, au cours de la même période, des prêts et des emprunts en équilibre à 482,762 milliards, d'après le Service du marché monétaire de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao).

Les prêts au Togo sont à un jour pour 27,000 milliards ; et les emprunts à neuf mois pour 2,500 milliards. A l'échéance d'un jour, le taux moyen pondéré s'est situé à 4,46%. Les taux minimum et maximum sont fixés à 2,50% et à 5,75% respectivement. A neuf mois, ces taux sont identiques à 3,45%.

En termes de prêts, les établissements du Burkina Faso et du Bénin enregistrent 112,712 milliards et

95,000 milliards respectivement ; dont 5,000 milliards à trois mois pour les seconds. Aux taux respectifs et identiques de 5,50%. La Côte d'Ivoire et le Sénégal font 94,300 milliards et 54,350 milliards ; dont 76,300 milliards à une semaine pour la Côte d'Ivoire. Aux taux respectifs de 4,15%, 2,50% et 6,50%. Le Niger et le Mali enregistrent 35,400 milliards et 32,000 milliards. La Guinée-Bissau enregistre 1,500 milliards.

En termes d'emprunts, les établissements de la Côte d'Ivoire, le Mali et

le Sénégal ont fait 152,212 milliards, 91,500 milliards et 76,600 milliards respectivement ; dont 4,500 milliards à deux semaines pour le Sénégal. Aux taux respectifs de 5,33%, 4,25% et 6,50%. Le Bénin enregistre 67,250 milliards ; le Burkina Faso fait 31,000 milliards ; le Niger fait 18,000 milliards, dont 17,100 milliards à un mois pour le Bénin. Aux taux de 4,27%, 3,50% et 6,50%. La Guinée-Bissau n'enregistre que des prêts.

D'après la Banque centrale, le volume moyen hebdomadaire des opé-

rations, toutes maturités confondues, s'est inscrit en baisse de 24,7% pour s'établir à 411,7 milliards en juillet 2019. Le taux moyen pondéré de ces opérations s'est établi à 4,47%, contre 4,26% le mois précédent. Au titre du compartiment à une semaine, le volume moyen des opérations est ressorti à 300,7 milliards en juillet 2019, après 406,6 milliards un mois plus tôt. Le taux d'intérêt moyen sur ce guichet s'est établi à 4,22% au cours de la période sous revue, contre 4,31% le mois précédent.

Dans l'UEMOA / Selon la Banque centrale sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2019

## La croissance en hausse de 0,1 point, les Etats rappelés à l'engagement communautaire de contenir le déficit budgétaire

Au titre de la conjoncture interne, le dynamisme de l'activité économique dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), observé depuis le début de l'année, s'est renforcé au deuxième trimestre 2019. Le taux d'accroissement

du PIB (Produit intérieur brut), en termes réels, est ressorti à 6,6% après 6,4% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2019, selon les projections de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), la croissance éco-

nomique de l'Union est attendue à 6,7% contre une réalisation de 6,6% en 2018. L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'Union - Bénin, Burkina Faso, Côte

(suite à la page 7)

Pour les cotisations non acquittées dans les délais

## La Cnss va dorénavant appliquer une majoration de 5%

Etonam Sossou

La Caisse nationale de sécurité sociale compte va désormais sévir contre des responsables d'entreprises et en majorité les fondateurs des établissements d'enseignement privés. Une vaste opération de contrôle organisée par la Cnss a révélé des irrégularités dans la situation de plusieurs employés qui concernent non seulement les effectifs déclarés mais aussi sur le montant des cotisations sociales. Les nombreux rappels à ré-

gulariser la situation des salariés ont été ignorés par certains chefs d'entreprises qui usent du dilatoire pour échapper à leurs obligations sociales. « A cet effet, la Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) rappelle aux concernés, particulièrement aux fondateurs d'établissements d'enseignement de tous degrés que l'immatriculation de leurs structures et celle de leurs travailleurs est une obligation légale et un droit fondamental consacré par la convention

102 de l'OIT, la déclaration universelle des droits de l'homme, la constitution togolaise et la loi 2011-006 portant code de sécurité sociale au Togo », souligne le Directeur Général de la CNSS, Mme Ingrid Awade, dans le communiqué, introduisant une rencontre avec la presse le 6 septembre 2019.

Allant toujours dans le sens de renforcement des droits sociaux des travailleurs, la Cnss rappelle aux employeurs que la demande d'immatriculation doit se faire dans un délai de



huit (8) jours à compter soit de l'ouverture ou de l'acquisition de la structure. Aussi, l'employeur doit-il déclarer tous les employés quelque soit la nature du contrat qui les lie à l'entreprise. Sur ce point la Cnss a évoqué le cas des enseignants permanents, vacataires ou temporaires. « En ce qui concerne le paiement des cotisations sociales, l'employeur est tenu de verser la totalité des cotisations dues, notamment la part patronale et la part ouvrière dans les délais notamment au plus tard le 15

du mois suivant. Passé ce délai, une majoration de cinq pour cent (5%) est appliquée aux cotisations qui n'ont pas été acquittées. Cette majoration est augmentée de un pour cent (1%) des cotisations non acquittées par mois ou fraction de mois écoulé après l'expiration de trois (03) mois à compter de la date d'exigibilité des cotisations. Ces majorations courent jusqu'à la date effective du paiement des cotisations principales », précise Mme Ingrid Awade dans son communiqué.

L'employeur, est tenu de produire trimestriellement une déclaration nominative de rémunérations indiquant, pour chacun des salariés qu'il a occupés au cours de la période, le montant total des rémunérations ainsi que la durée du travail effectué et à défaut de production aux échéances prescrites de ladite déclaration donne lieu à l'application d'une pénalité de retard de mille (1000) francs par salarié et par mois ou fraction de mois de retard. L'employeur qui ne respectera pas les prescriptions du code de sécurité sociale et ses textes d'application ou qui s'oppose à l'immatriculation de son employé, peut être poursuivi devant les juridictions pénales conformément aux dispositions des articles 95 du code de sécurité sociale.

Par conséquent, la Cnss invite tous les employeurs notamment les fondateurs et chefs d'établissement concernés à prendre toutes les dispositions nécessaires pour se conformer à la réglementation sociale, faute de quoi, ils s'exposeront à la rigueur de la loi.

"Togocel plage "

## Fin de l'édition 2019

Du 18 août au 8 Septembre, la plage de Lomé côté hôtel Palm Beach a vibré tous les dimanches, au rythme du Show musical, et des jeux dans un environnement bien sécurisé grâce au leader de la téléphonie mobile, Togo Cellulaire.

Les populations de Lomé n'ont pas voulu se faire conter le dernier spectacle de Togocel Plage 2019. Ils étaient nombreux à faire le déplacement ce 8 septembre, à une semaine de la rentrée scolaire, en face de l'hôtel Palm Beach pour savourer et danser sur les morceaux des artistes en vogue au Togo et en Afri-

que de l'ouest. Plus intéressant, la connexion haut débit, la 4G, était toujours au rendez-vous, leur permettant de télécharger de lourds fichiers ou de poster le spectacle sur les réseaux sociaux. " À peine terminé, nous avons regretté déjà que ce sera la fin dans quelques heures. Nous avons passé de bons temps avec des artistes du moment c'était vraiment merveilleux. Nous remercions Togocel pour ces merveilleux instants ", a déclaré Manifeste, rencontré sur le site. Un peu plus loin, Obéd, 17 ans, propose que : " Togocel doit organiser ces

genres de spectacles au moins deux fois dans l'année. C'est-à-dire la première pendant les congés de Noël et la seconde pendant les grandes vacances. Moi par exemple je n'ai pas les moyens d'aller au concert de certains artistes mais avec Togocel Plage j'ai fait leur connaissance à zéro franc ".

Pour les organisateurs, avec l'affluence de la population et leur réaction face aux prestations des artistes, cette édition a été une totale réussite. Rendez-vous donc pendant les grandes vacances 2020, pour une nouvelle aventure.

Dans l'UEMOA / Selon la Banque centrale sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2019

## La croissance en hausse de 0,1 point, les États rappelés à l'engagement communautaire de contenir le déficit budgétaire

(suite de la page 6)

d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo -, au cours des six premiers mois de 2019, a été marquée par une atténuation du déficit budgétaire comparativement à la même période de l'année précédente. Rapporté au PIB, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, s'est situé à 1,8% sur le premier semestre 2019, contre 2,1% un an plus tôt. Au regard de ces performances, le Comité de Politique Monétaire encourage les États à poursuivre les efforts entrepris pour contenir le déficit budgétaire à 3,0% du PIB au maximum en 2019, en ligne avec les objectifs communautaires. La situation monétaire de l'Union a été marquée, au cours du deuxième trimestre 2019, par un accroissement de la masse moné-

taire, imputable au redressement des crédits à l'économie et à la hausse des avoirs extérieurs nets. Les réserves de change de l'Union se sont consolidées, assurant ainsi 5,0 mois d'importations de biens et services contre 4,9 mois à fin mars 2019. Sur le marché monétaire, les taux d'intérêt se sont, dans l'ensemble, détendus. Le taux moyen trimestriel du marché monétaire est ressorti à 2,70% contre 4,50% trois mois plus tôt. C'est le constat établi par le Comité de politique monétaire de la Banque centrale réuni en sa 3<sup>ème</sup> session ordinaire le mercredi 4 septembre à Dakar, au Sénégal.

Examinant la situation de l'inflation dans l'Union, le Comité a noté la baisse des prix au deuxième trimestre 2019. Le niveau général

des prix à la consommation a reculé de 0,3% par rapport au même trimestre de 2018. Cette situation est liée au repli des prix des produits céréaliers, du fait d'un approvisionnement satisfaisant des marchés. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation est projeté, par la Banque Centrale, à 1,3%, en ligne avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la BCEAO.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

Ghana / Transports routiers

## La construction de l'échangeur à trois niveaux de Tema est avancée de 60%

Les travaux de construction de l'échangeur de Tema sont achevés à 60% et le chantier pourra être livré avant la date fixée. L'information a été donnée à la presse la semaine dernière par Yujin Uemura, le directeur de l'entreprise japonaise Shimizu-Dai Nippon JV, responsable du projet. « En regardant le rythme avec lequel nous travaillons, je pense que nous sommes dans les temps, avec un peu d'avance. Nous voulons donc suivre ce rythme jusqu'à la fin de ce projet et

nous espérons terminer notre projet d'ici le 6 juin 2020 », a déclaré M. Uemura. Débuté en février dernier, le chantier comprend la construction d'un échangeur à trois niveaux avec un passage souterrain dans la direction Accra-Aflao, un tronçon de route de 11,72 km, un système de drainage sur 19,4 km, quatre ponts piétonniers, ainsi que des rampes d'accès, rapporte l'agence Ecofin. Le projet, dont le coût est estimé à 57 millions de dollars, est financé par l'Agence

japonaise de coopération internationale (JICA) au moyen de subventions au titre de l'aide publique au développement (APD). Il devrait être terminé d'ici juin 2020. Une fois achevée, l'infrastructure facilitera la connexion entre Accra, Aflao et le Togo. Et l'agence Ecofin de souligner que ce projet fait partie du plan directeur « Anneau de croissance » soutenu par le Japon et qui accompagne le développement des infrastructures de transport en Afrique de l'Ouest.

### Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°558  
DE LOTO KADOO du 30 Août 2019

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 559<sup>ème</sup> tirage de LOTO KADOO.

Le tirage a été fait sans bonus. Le vendredi précédent, c'est à LOME, TABLIGBO et BLITTA que des gagnants de gros lots ont été dénombrés. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont été enregistrés.

Dans la capitale, nous avons recensé trois lots de 1.000.000F CFA, un lot de 1.500.000F CFA et un gros lot de 3.000.000F CFA, gagnés auprès des opérateurs 5029, 70337, 3806, 50226.

A TABLIGBO et à BLITTA, ce sont respectivement un gros lot de 3.000.000F CFA et un lot de 1.500.000F CFA, qui ont été répertoriés sur les points de vente 80037 et 10401.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !  
BONNE CHANCE A TOUS !!!

### LOTO KADOO

Résultats du tirage N°559 de LOTO KADOO du 06 Sept. 2019

Numéro de base

39 38 30 27 57

### LOTO Sam

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°114  
DE LOTO Sam du 31 Août 2019

Le tirage N°115 du LOTO Sam a eu lieu samedi 07 Septembre 2019 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Lors du précédent tirage de LOTO Sam, c'est à LOME et à NOTSE que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots.

Dans les autres villes du pays, ce sont des gagnants de lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA, qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

Ainsi, dans la capitale nous avons recensé un lot de 1.500.000F CFA, un gros lot de 3.000.000FCFA et un maxi gros lot de 12.500.000FCFA gagnés auprès des opérateurs 50230, 50222 et 70129.

A NOTSE, c'est un lot de 1.000.000F CFA qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance sur le point de vente 20233.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°115 de LOTO SAM du 07 Sept 2019

Numéro de base

49 70 21 83 66

Jusqu'au 30 Septembre 2019



**TOGO CELLULAIRE a 21 ans, passez des appels illimités vers 2 numéros préférés !**



# Parlez illimité

complice en intra-réseau

\*919\*14\*1#

**300 Fcfa**

2 numéros complice  
illimité en intra-réseau

Souscription  
\*919\*14\*1\*1#

**1 jour**

**1000 Fcfa**

2 numéros complice  
illimité en intra-réseau

Souscription  
\*919\*14\*1\*2#

**10 jours**

**2000 Fcfa**

2 numéros complice  
illimité en intra-réseau

Souscription  
\*919\*14\*1\*3#

**30 jours**

NB: changement de numéro complice \*919\*14\*1\*4# (coût 200f) | Solde : \*919\*14\*1\*5#

#21ans #JoyeuxAnniversaire



**LE MEILLEUR RÉSEAU DATA  
ET LES APPELS LES MOINS CHERS  
AU TOGO !**

